



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

## Frais de transport

Question écrite n° 44097

### Texte de la question

M. Martin Malvy appelle l'attention de M. le ministre du travail et des affaires sociales sur les conséquences de la circulaire du 16 juillet 1996 édictée par la Caisse nationale d'assurance maladie. En effet, cette circulaire, visant à réaliser des économies sur les dépenses d'assurance maladie, limite la prise en charge des « transports sanitaires liés à l'hospitalisation » aux seules entrées et sorties. Désormais, les transports en véhicule sanitaire léger pour procéder à des examens, soins ou traitements après un séjour hospitalier ne pourront être remboursés que dans le cas où les assurés sociaux sont déjà pris en charge au titre des affections de longue durée. Ainsi, ces nouvelles mesures pourraient avoir des repercussions importantes non seulement pour les assurés mais aussi pour les entreprises de transports sanitaires agréés qui pourraient être amenées à réduire leur parc automobile et leur masse salariale. Il lui demande donc quelles mesures il entend prendre afin de parvenir, par la concertation, à des solutions acceptables par tous les acteurs sociaux.

### Texte de la réponse

La caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés a adressé à l'ensemble des caisses primaires une circulaire (DGR no 62/96 ESM du 16 juillet et DGR no 68-96 du 5 août 1996) portant notamment sur les conditions de prise en charge des « transports liés à l'hospitalisation ». La circulaire tire les conséquences d'arrêts de la Cour de cassation, limitant la prise en charge à l'entrée et à la sortie d'un établissement de santé. Cette mesure est d'application immédiate et généralisée. Par ailleurs, des discussions associant les représentants de la profession, les ministères concernés et la caisse nationale d'assurance maladie se sont engagées le 27 septembre dernier et se sont poursuivies le 10 octobre et 26 novembre derniers. À l'issue de ces réunions, les syndicats nationaux représentatifs des transporteurs sanitaires et les caisses nationales ont convenu de la nécessité de maîtriser la croissance des dépenses de remboursement de transports sanitaires tout en garantissant la satisfaction des besoins de la population et la qualité des prestations offertes par les transporteurs sanitaires privés, dont les perspectives d'activité doivent être fiabilisées. Les représentants de la profession et de l'assurance maladie ont proposé une clarification des conditions de remboursement par l'assurance maladie du transport sanitaire assis, qui ne peut intervenir que dans le cadre d'une réflexion globale sur la prise en charge des frais de transport des assurés sociaux. Cette réflexion va au-delà de la simple adaptation de textes réglementaires en vigueur qui combinent, selon le cas, des conditions liées au motif du transport, à la nature du trajet, à l'état du malade et au mode de transport sanitaire et non sanitaire. Elle implique en effet, compte tenu des dispositions de l'article L. 315-3 du code de la sécurité sociale, que soient menés parallèlement les travaux nécessaires à la définition de référentiels médicaux qui guideront le médecin lors de sa prescription et lui seront opposables. Un groupe de travail animé par la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés et associant les syndicats représentatifs d'ambulanciers étudie d'ores et déjà les mesures possibles et fera des propositions aux pouvoirs publics en début d'année 1997.

### Données clés

Auteur : [M. Malvy Martin](#)

**Circonscription** : - SOC

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 44097

**Rubrique** : Assurance maladie maternité : prestations

**Ministère interrogé** : travail et affaires sociales

**Ministère attributaire** : travail et affaires sociales

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 21 octobre 1996, page 5501

**Réponse publiée le** : 6 janvier 1997, page 46